

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 22 FÉVRIER 1907.

Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 13 décembre 1889, réglementant le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, permet d'employer au travail, quel qu'en soit la nature, les enfants dès l'âge de 12 ans.

Notre proposition de loi a pour but d'interdire l'emploi des enfants, dans les établissements industriels dont parle la loi du 13 décembre 1889, avant l'âge de 14 ans.

Nous considérons que la réforme que nous soumettons à l'approbation de la Chambre est d'intérêt national, car elle aurait pour résultat inévitable de favoriser le développement physique et intellectuel de la population belge, des hommes de demain qui, étant plus forts physiquement et intellectuellement, procureront au pays des travailleurs capables de lutter plus efficacement sur le champ du travail.

I.

L'emploi des enfants à tous les genres de travaux dès l'âge de 12 ans nuit évidemment à leur développement physique normal et favorise la dégénérescence de la race.

Pour procurer à l'industrie des bras à bon marché, on sacrifie bénévolement l'avenir de cette industrie, en ne lui laissant plus tard que des générations de travailleurs fatigués, usés avant l'âge normal, par un travail prématuré et dépassant les forces acquises.

La statistique des miliciens exemptés pour causes physiques, établie par

province, nous donne quelques indications précieuses à cet égard. Elle montre que ce sont les provinces les plus industrielles qui présentent le pourcentage le plus élevé.

La moyenne des exemptions pour causes physiques était, en 1903, pour le pays, de 30.28 %.

Par province, elle était la suivante :

Luxembourg	20.96 %
Namur	21.63 %
Flandre orientale	22.91 %
Flandre occidentale	25.03 %
Anvers	26.97 %
Limbourg	29.25 %
Liège	29.55 %
Hainaut	34.29 %
Brabant	39.91 %

Si la statistique des exemptés pour causes physiques était établie par profession, la différence serait plus frappante encore, car nos provinces les plus industrielles possèdent en même temps une population rurale relativement importante.

Il paraît certain que l'emploi prématuré des enfants dans les centres industriels et dans les villes influe considérablement sur l'état physique des jeunes gens appelés à tirer au sort.

Et ce qui est vrai pour le développement physique des jeunes gens, est également vrai pour ce qui concerne leur développement intellectuel. Permettre l'emploi au travail industriel des enfants dès l'âge de 12 ans, c'est favoriser la désertion de l'école à un âge où l'enfant commence seulement à comprendre l'importance de l'instruction, à l'âge où il peut se perfectionner et retenir ce qu'il a appris.

La statistique du degré d'instruction des jeunes gens appelés à tirer au sort est édifiante à cet égard.

Voici quel était, par province, le nombre des miliciens ne sachant ni lire ni écrire et leur pourcentage, en 1903 :

	Miliciens ne sachant ni lire ni écrire.	Pour cent.
Anvers	665	8.74
Brabant	1,042	8.92
Flandre occidentale	863	10.83
Flandre orientale	1,549	15.56
Hainaut	1,333	12.28
Liège	376	4.97
Limbourg	137	5.84
Luxembourg	35	1.66
Namur	108	3.34
LE PAYS.	6,000	9.65

C'est dans la province de la Flandre orientale que le pourcentage d'illettrés est le plus considérable : 13.36 %, et c'est dans le Luxembourg qu'il est le plus bas : 1.66 %.

Il est certain que si la loi interdisait — à défaut de l'obligation de l'instruction — l'emploi des enfants de moins de 14 ans, ceux-ci fréquenteraient l'école, s'y développeraient et procureraient au pays des générations de travailleurs plus capables, plus intelligentes que celles d'aujourd'hui.

A ce double point de vue, notre proposition de loi se justifie amplement.

II.

Chaque fois qu'il a été question de réglementer le travail des enfants, des femmes, des adultes, il a été objecté que pareilles mesures auraient pour conséquence de placer notre pays dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de la concurrence des autres nations industrielles.

Cette objection a été faite chaque fois que des mesures protectrices du travail étaient soumises aux Chambres. Elles le furent encore lorsqu'il fut proposé d'interdire le travail des femmes dans les travaux souterrains des mines. Or, aujourd'hui, l'emploi des femmes dans les charbonnages est réduit à quelques unités, et cependant jamais l'industrie houillère n'a été aussi prospère !

Il y a quelques jours à peine, la même objection fut faite à propos de l'amendement par lequel M. Helleputte proposait d'interdire le travail dans les charbonnages avant l'âge de 14 ans. Si les adversaires de pareille mesure avaient raison, il en résulterait que la prospérité de l'industrie belge dépend de l'exploitation du travail des enfants de 12 à 14 ans ! Qui donc oserait soutenir pareille thèse ?

Il a été dit aussi, dans la discussion du projet de loi sur les mines, que si l'on interdisait l'emploi des enfants dans les houillères avant l'âge de 14 ans, les enfants de 12 à 14 ans iraient travailler dans d'autres industries et qu'ainsi le recrutement des ouvriers houilleurs deviendrait impossible.

L'honorable M. Francotte, Ministre de l'Industrie et du Travail, dans la séance du 7 février 1907, s'exprimait comme suit à cet égard :

« M. FRANCOTTE, *Ministre de l'Industrie et du Travail*. — Personne ne trouve bon qu'ils travaillent au fond des mines autant qu'il peut plaire à leurs parents; l'interdiction complète du travail des enfants de 12 à 14 ans n'ira pourtant pas sans de sérieux inconvénients. Cette matière du travail des enfants a, jusqu'ici, Messieurs, fait l'objet d'une réglementation spéciale. Ainsi le décret de 1813 fixait l'âge de 10 ans. Le règlement de police de 1884 l'a relevé à 12 ans pour les garçons et à 14 ans pour les filles; enfin, les arrêtés royaux du 15 mars 1893 ont, par application de la loi de 1889, interdit totalement le travail des filles mineures et le travail de nuit des garçons de 12 à 14 ans; ils ne l'ont permis pour ceux de 14 à 16 ans que pour certains travaux bien déterminés moyennant des conditions de durée et de repos, et

ont également réglementé le travail de jour des adolescents de moins de 16 ans.

» La réglementation a fait beaucoup : personne ne le méconnaîtra, et je voudrais, quant à moi, continuer dans cette voie. L'interdiction aura ce double inconvénient : mécontenter les parents, diminuer les facilités de recrutement. Si aux fils de mineurs vous fermez la mine jusqu'à 14 ans, ils iront travailler ailleurs. Qu'on les envoie à l'école, dit M. Fléchet. Mais ils n'iront pas tous à l'école.

» M. FLÉCHET. — C'est pour cela qu'il faut décréter l'enseignement obligatoire.

» M. FRANCOTTE, *Ministre de l'Industrie et du Travail*. — L'enseignement obligatoire n'existe pas encore; en attendant qu'il soit établi, force est de considérer les faits tels qu'ils sont,

» Je dis donc que beaucoup d'enfants de mineurs n'iront pas à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans, parce que les parents ne voudront pas les y envoyer : les parents tiennent à augmenter les revenus du ménage. Les jeunes garçons feront leurs débuts dans d'autres usines, ils y resteront, et le recrutement des ouvriers mineurs en souffrira nécessairement ⁽¹⁾. »

Dans ces conditions, mieux vaudrait interdire le travail des enfants dans tous les établissements industriels avant l'âge de 14 ans. Cela justifie une fois de plus notre proposition de loi.

Mais revenons à l'argument de la concurrence des nations étrangères.

Cet argument ne tient pas, car dans la plupart des nations industrielles de l'Europe, les lois sur l'instruction obligatoire et celles réglementant le travail des enfants, ont pour conséquence de retarder jusqu'à l'âge de 14 ans, l'emploi des enfants dans les établissements industriels.

Que l'on consulte à la fois la législation sur l'instruction obligatoire et celle relative au travail des enfants, et l'on sera convaincu qu'en général il est interdit d'employer des enfants, dans l'industrie, avant l'âge de 14 ans. Dans les pays où cet emploi est autorisé à 12 ans, on y exige des garanties spéciales en ce qui concerne l'aptitude physique, par un certificat médical. Dans ces cas, les enfants de 12 à 14 ans ne peuvent être employés qu'une demi-journée, l'autre devant être consacrée à l'instruction.

En Belgique, la durée du travail journalier des enfants est de douze heures. Dans aucun autre pays il est aussi élevé.

Voici, au surplus, un tableau que nous avons dressé, le mieux que nous avons pu, sur l'état de la législation qui nous occupe, dans les principaux pays de l'Europe :

(1) *Annales parlementaires*, p. 458.

Réglementation du travail des enfants.

PAYS.	AGE D'ADMISSION au travail.	PÉRIODE D'ÂGE pendant laquelle le travail est protégé.	DURÉE DE LA JOURNÉE effective du travail.
France	13 ans; 12 ans si l'enfant a son certificat d'études primaires.	Jusqu'à 18 ans.	10 heures.
Allemagne	13 ans.	13 à 16 ans.	6 heures.
Autriche	12 ans.	12 à 14 ans. (Interdit en principe jusqu'à 14 ans dans la grande industrie.)	8 heures.
Belgique	12 ans.	12 à 14 ans.	12 heures.
Grande-Bretagne	12 ans avec certificat d'ap- titude physique d'un médecin.	12 à 14 ans.	Demi-journée. L'autre demi consacrée à l'étude.
Italie	12 ans; 14 ans, travaux souterrains; 15 ans, tra- vaux dangereux et insa- lubres.	12 à 15 ans.	8 heures
Pays-Bas	12 ans.	12 à 16 ans	—
Suisse	14 ans.	14 à 16 ans.	10 heures
Russie	12 ans.	12 à 15 ans.	8 heures.

III.

En ce qui concerne la situation des partis politiques de notre pays vis-à-vis de la réglementation du travail des enfants, nous croyons que la réforme que nous proposons sera favorablement accueillie.

Au Congrès des œuvres sociales catholiques de 1890, c'est-à-dire au lendemain du vote de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants, parmi les vœux adoptés, nous trouvons le suivant :

« Il est désirable qu'on arrive généralement, dans un avenir aussi prochain que possible, à fixer la limite d'âge pour l'admission des enfants dans les établissements industriels à l'âge de 14 ans, sauf dans les pays méridionaux, où cette limite serait de 12 ans.

» Il est désirable que jusqu'à l'âge de 18 ans, le travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et que ce travail soit interrompu par des repos suffisants. »

Ce Congrès était composé, en grande partie, de conservateurs catholiques.

Les démocrates chrétiens, dans leur programme, réclament également « l'amélioration de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants », et cette amélioration ne peut se comprendre que par l'élévation de l'âge d'admission.

Notre honorable président, M. Schollaert, dans une réunion électorale tenue

à Bruxelles, quelques jours avant les élections du 25 mai 1906, déclara, lui aussi, que l'on devrait interdire le travail aux enfants de moins de 14 ans.

Le Parti ouvrier, de tout temps, proposa cet âge minimum.

Quant au parti libéral, progressiste et modéré, nous sommes convaincu qu'il est favorable à la mesure que nous préconisons.

Dans ces conditions, nous espérons que la réforme qui fait l'objet de notre proposition de loi sera favorablement accueillie par la Chambre et nous émettons l'espoir qu'elle sera votée sans tarder.

LOUIS BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

L'article 2 de la loi du 13 décembre 1889 réglementant le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels est modifié comme suit :

« ART. 2. — Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de 14 ans. »

ART. 2.

L'article ci-dessus n'est pas applicable aux enfants de moins de 14 ans, employés dans les établissements industriels désignés à l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889, au moment de la promulgation de la présente loi.

ART. 3.

Les mots : « ainsi que l'emploi, à partir de 4 heures du matin, des enfants du sexe masculin, âgés de 12 ans accomplis », figurant au paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889, sont supprimés.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur*.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

Artikel 2 der wet van 13 December 1889, houdende regeling van den arbeid der vrouwen en der kinderen in de nijverheidsinrichtingen, wordt gewijzigd als volgt :

« ART. 2. — Het is verboden de kinderen, die den leeftijd van 14 jaren niet hebben bereikt, tot den arbeid te gebruiken. »

ART. 2.

Bovenstaand artikel is niet van toepassing op de kinderen beneden de 14 jaar, werkzaam in de nijverheidsinrichtingen vermeld in artikel 1 der wet van 13 December 1889, op het oogenblik van de afkondiging dezer wet.

ART. 3.

De woorden : « alsmede tot het bezigen, te beginnen van 4 uur 's morgens, van kinderen van het mannelijk geslacht die den leeftijd van 12 jaren hebben bereikt », voorkomende in het 4^{de} lid van artikel 6 der wet van 13 December 1889, worden afgeschaft.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare afkondiging in het *Staatsblad*.

LOUIS BERTRAND.

H. DENIS.

E. ANSELE.

MODESTE TERWAGNE.

JEAN VALEMPRÉ.

D^r DELBASTÉE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1907.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 der wet van 13 December 1889 betreffende den arbeid der vrouwen, der aankomende jongelingen en meisjes en der kinderen in de nijverheidsinrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 13 December 1889, houdende regeling van den arbeid der vrouwen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen, laat toe de kinderen van af hun 12^{de} jaar, te gebruiken tot om 't even welken arbeid.

Ons wetsvoorstel heeft ten doel het gebruiken van kinderen beneden de 14 jaar in de nijverheidsinrichtingen, bedoeld door de wet van 13 December 1889, te verbieden.

Wij achten dat de hervorming, welke wij aan de goedkeuring der Kamer onderwerpen, van nationaal belang is; ze zou immers onvermijdelijk ten gevolge hebben bij te dragen tot de lichamelijke en verstandelijke ontwikkeling van ons volk, van de mannen der toekomst die, lichamenlijk en verstandelijk sterker zijnde, het land arbeiders zullen verschaffen, bekwaam om beter te strijden op het arbeidsveld.

1.

Het gebruiken van kinderen voor elk soort van werk van af hun 12^{de} jaar, is klaarblijkelijk nadeelig voor de geregelde ontwikkeling van hun lichaam en draagt bij tot verval van het ras.

Ten einde de nijverheid goedkoope arbeiders te verschaffen, offert men goedsmoeds de toekomst dier nijverheid op, door haar later enkel afgesloofde arbeiders te laten, die vóór den gewonen leeftijd versleten zijn door een te vroegen arbeid, de door hen verkregen krachten te boven gaande.

De per provincie opgemaakte statistiek van de miliciens, vrijgesteld wegens lichaamsgebreken, verschaft ons dienaangaande eenige kostelijke aanwij-

zingen. Ze bewijst dat de provinciën, waar de meeste nijverheid is, naar evenredigheid het grootste getal soortgelijke miliciens opleveren.

Gemiddeld werden in 1905, over het gansche land, 30.28 % vrijgesteld wegens lichaamsgebreken.

Per provincie was de verhouding als volgt :

Luxemburg	20.96 %
Namen	21.63 %
Oost-Vlaanderen	22.91 %
West-Vlaanderen	23.03 %
Antwerpen	26.97 %
Limburg	29.23 %
Luik	29.35 %
Henegouw	34.29 %
Brabant	39.91 %

Moest de statistiek der vrijgestelden wegens lichaamsgebreken opgemaakt worden per beroep, dan zou het verschil nog treffender zijn, want onze provinciën waar de meeste nijverheid bestaat, bezitten terzelfdertijd eene betrekkelijk groote landelijke bevolking.

Het schijnt zeker dat het vroegtijdig gebruiken van de kinderen in de nijverheidsstrecken en in de steden, gewichtigen invloed heeft op den staat van de gezondheid der lotelingen.

En wat waar is voor de ontwikkeling van het lichaam der jongelingen, is tevens waar voor de ontwikkeling van hun verstand. Door toe te laten dat men kinderen van af hun 12^{de} jaar voor den nijverheidsarbeid gebruike, bevordert men het verlaten der school op een ouderdom waarop het kind eerst begint het belang van het onderwijs te begrijpen, op een ouderdom dat het vorderingen kan maken en onthouden wat het geleerd heeft.

De statistiek van den graad van onderricht bij de lotelingen is dienaangaande beteekenisvol.

Ziehier, percentsgewijze voor elke provincie, het getal lotelingen van 1905, die noch lezen noch schrijven konden :

	Lotelingen kunnende noch lezen noch schrijven.	Ten honderd.
Antwerpen	663	8.74
Brabant	1,042	8.92
West-Vlaanderen	863	10.83
Oost-Vlaanderen	1,349	13.56
Henegouw	1,333	12.28
Luik	376	4.97
Limburg	137	5.84
Luxemburg	33	1.66
Namen	108	3.34
Voor 't gansche land.	6,000	9.63

't Is in Oost-Vlaanderen dat de verhouding ten honderd het aanzienlijkste is : 15.56 %, en 't is in Luxemburg dat ze het laagste is : 1.66 %.

Het is zeker dat, indien de wet verbood — al bestaat er geen verplicht onderwijs — kinderen beneden de 14 jaar te gebruiken, deze naar school zouden gaan, er vorderingen zouden maken en aan het land geslachten leveren van meer bekwame en meer verstandige arbeiders dan die van heden.

In dit dubbel opzicht, is ons wetsvoorstel volkomen gegrond.

II.

Telkens als er sprake was van het regelen van den arbeid van kinderen, vrouwen en volwassenen, werd daartegen ingebracht dat dergelijke maatregelen ten gevolge zouden hebben ons land in een nadeeligen toestand te plaatsen tegenover de mededinging der andere nijverheidslanden.

Die tegenwerping werd ingebracht telkens als er maatregelen ter bescherming van den arbeid aan de Kamers werden onderworpen. Dat was ook het geval, toen er voorgesteld werd den vrouwenarbeid te verbieden binnen in de mijnen. Welnu, ten huidige dage arbeiden er nog slechts enkele vrouwen in de kolenmijnen, en nochtans was de kolennijverheid nog nooit zoo bloeiend.

Ternauwernood eenige dagen geleden, werd dezelfde opwerping gedaan naar aanleiding van het amendement waarbij de heer Helleputte voorstelde, den arbeid in de kolenmijnen te verbieden voor kinderen beneden de 14 jaar. Moesten de tegenstrevers van dergelijken maatregel gelijk hebben, dan zou daaruit volgen dat de welvaart van België's nijverheid afhangt van het exploiteeren van den arbeid der kinderen van 12 tot 14 jaar! Wie toch zou dergelijke stelling durven staande houden?

Er werd ook gezegd tijdens de beraadslaging over de mijnwet dat, indien men verbood kinderen beneden de 14 jaar te gebruiken in de kolenmijnen, de kinderen van 12 tot 14 jaar in andere nijverheidstakken zouden gaan werken en dat op die wijze het aanwerven van de kolenmijnwerkers onmogelijk zou worden.

Ter zitting van 7 Februari 1907. werd door den achtbaren heer Francotte, Minister van Nijverheid en Arbeid, gesproken als volgt :

« De heer FRANCOTTE, *Minister van Nijverheid en Arbeid*. — Niemand vindt het goed dat zij binnen in de mijn arbeiden zooveel als het hunne ouders maar belieft; het volstrekt verbieden van den arbeid van kinderen beneden de 14 jaar zal nochtans niet zonder erge bezwaren gaan. Dat vraagstuk van den kinderarbeid is tot hiertoe, Mijne Heeren, het voorwerp geweest van eene bijzondere regeling. Het decreet van 1813 bepaalde den ouderdom op 10 jaar. De politieverordening van 1884 verhoogde dien ouderdom tot 12 jaar voor de jongens en tot 14 jaar voor de meisjes; eindelijk, de koninklijke besluiten van 15 Maart 1893 hebben, uit krachte

van de wet van 1889, den arbeid der minderjarige meisjes en het nachtwerk der jongens van 12 tot 14 jaar volstrekt verboden : voor de jongens van 14 tot 16 jaar hebben zij den arbeid maar toegelaten voor sommige vast bepaalde werken mits voorwaarden van duur en rust, en voor de jongelingen beneden de 16 jaar, hebben zij insgelijks het dagwerk geregeld.

» Het verordenden heeft dus veel goed verricht : dat kan niemand loochenen en ik voor mij, wenschte op dien weg voort te gaan. Het verbod zal dit dubbel bezwaar opleveren : de ouders te misnoegen en de aanwerving moeilijker te maken. Indien gij de zonen der mijnwerkers tot hun 14^{de} jaar uitsluit, dan zullen zij elders gaan werken. Dat men ze naar school zende, zegt de heer Fléchet. Maar ze zullen niet allen naar school gaan.

» DE HEER FLÉCHET. — Daarom moet er verplicht onderwijs komen.

» DE HEER FRANCOTTE, *Minister van Nijverheid en Arbeid*. — Verplicht onderwijs bestaat er nog niet; in afwachting dat het ingevoerd wordt, moeten wij wel de feiten beschouwen zooals ze zijn.

» Ik zeg dus dat vele kinderen van mijnwerkers niet naar school zullen gaan tot hun 14^{de} jaar, omdat de ouders ze er niet zullen willen heenzenden : de ouders stellen er prijs op, de inkomsten van het huishouden te vermeerderen. De jonge gasten zullen in andere werkhuizen gaan beginnen, ze zullen er blijven en het aanwerven van de mijnwerkers zal er noodzakelijk door lijden (1). »

Als dit zoo is, dan ware het beter, voor de kinderen beneden de 14 jaar den arbeid in alle nijverheidsinrichtingen te verbieden. Dat wettigt nog meer ons wetsvoorstel.

Maar laat ons terugkomen tot het argument der mededinging vanwege de andere landen.

Dat argument houdt geen steek, want bij 't meerendeel der nijverheidsvolkeren van Europa, hebben de wetten op het verplicht onderwijs en die op den arbeid der kinderen, voor gevolg dat in de nijverheidsinrichtingen geen kinderen vóór hun 14^{de} jaar worden gebruikt.

Men raadplege de wetten op het verplicht onderwijs en tevens die op den arbeid der kinderen, en iedereen zal overtuigd zijn dat het over 't algemeen verboden is kinderen beneden de 14 jaar in de nijverheid te gebruiken. In de landen waar de arbeid der kinderen toegelaten is van af hun 12^{de} jaar, eischt men bijzondere waarborgen omtrent hunne lichamelijke bekwaamheid, door een geneeskundig getuigschrift. In die gevallen mogen de kinderen van 12 tot 14 jaar oud maar een halven dag gebruikt worden, de andere helft moet aan het onderwijs besteed worden.

In België bedraagt de arbeidsduur voor de kinderen 12 uren per dag. In geen enkel ander land is hij zoo langdurig.

Ziehier overigens eene tabel welke wij zoo goed mogelijk hebben opge-

(1) *Annales parlementaires*, blz. 488.

maakt, waaruit blijkt hoe het staat met de door ons bedoelde wetgeving in de bijzonderste landen van Europa :

Regeling van den kinderarbeid.

LAND.	OUDERDOM waarop tot den arbeid wordt toegelaten.	TOT WANNEER de arbeid wordt beschermd.	DUUR VAN DEN WEZENLIJKE arbeidsdag.
Frankrijk	13 jaar; 12 jaar indien het kind zijn getuig- schrift van lagere stu- diën bezit.	Tot 18 jaar.	10 uren
Duitschland.	13 jaar.	13 tot 16 jaar.	6 uren.
Oostenrijk	12 jaar.	12 tot 14 jaar. (In beginsel tot 14 jaar verboden in de groote nijverheid.)	8 uren.
België	12 jaar.	12 tot 14 jaar.	12 uren.
Engeland	12 jaar met getuigschrift van lichamelijke be- kwaamheid van wege een geneesheer.	12 tot 14 jaar.	Halve dag; andere helft aan leeren besteed.
Italië	12 jaar; 14 jaar, onder- aardsche werken; 15 jaar, gevaarlijke en on- gezonde werken.	12 tot 15 jaar.	8 uren.
Nederland	12 jaar.	12 tot 16 jaar.	—
Zwitserland	14 jaar.	14 tot 16 jaar.	10 uren.
Rusland.	12 jaar.	12 tot 15 jaar.	8 uren.

III.

Wat betreft de gesteldheid onzer politieke partijen met het oog op de regeling van den arbeid der kinderen, denken wij dat de hervorming, welke wij voorstellen, gunstig onthaald wordt.

Op het Congres voor katholieke maatschappelijke instellingen, van 1890, hetzij kort na het stemmen van de wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen, treffen wij den volgende wensch aan onder die welke aangenomen werden :

« Het is wenschelijk dat men over 't algemeen er toe kome, zoo spoedig mogelijk de ouderdomsgrens voor het toelaten van kinderen in de nijverheidsgestichten te bepalen op 14 jaar, behoudens in de zuidelijke landen waar die grens 12 jaar zou wezen.

» Het is wenschelijk dat tot den ouderdom van 18 jaar, de wezenlijke arbeid geen tien uren per dag te boven ga en dat die arbeid onderbroken zij door voldoende rusttijden. »

Dat Congres was grootendeels samengesteld uit katholieke behoudsgezinden.

In hun programma vragen de christen-democraten insgelijks « verbetering van de wet van 13 December 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen » en die verbetering is enkel mogelijk door het bepalen van een hooger ouderdom voor het toelaten tot den arbeid.

Onze achtbare voorzitter, de heer Schollaert, op eene kiesvergadering te Brussel gehouden eenige dagen vóór de verkiezingen van 25 Mei 1906, verklaarde op zijne beurt dat men den arbeid moest verbieden voor de kinderen beneden de 14 jaar.

Te allen tijde heeft de werkliedenpartij dien ouderdom tot toelating voorgesteld.

Wat de liberale partij betreft, zoo vooruitstrevende als gematigde, wij zijn overtuigd dat zij gunstig gestemd is voor den door ons voorgestelden maatregel.

Wij hopen derhalve dat de hervorming, in ons wetsvoorstel bedoeld, door de Kamer goed zal onthaald worden en wij drukken den wensch uit dat ze zonder uitstel gestemd zal worden.

LOUIS BERTRAND.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

L'article 2 de la loi du 13 décembre 1889 réglementant le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels est modifié comme suit :

« ART. 2. — Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de 14 ans. »

ART. 2.

L'article ci-dessus n'est pas applicable aux enfants de moins de 14 ans, employés dans les établissements industriels désignés à l'article 1^{er} de la loi du 13 décembre 1889, au moment de la promulgation de la présente loi.

ART. 3.

Les mots : « ainsi que l'emploi, à partir de 4 heures du matin, des enfants du sexe masculin, âgés de 12 ans accomplis », figurant au paragraphe 4 de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889, sont supprimés.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur*.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

Artikel 2 der wet van 13 December 1889, houdende regeling van den arbeid der vrouwen en der kinderen in de nijverheidsinrichtingen, wordt gewijzigd als volgt :

« ART. 2. — Het is verboden de kinderen, die den leeftijd van 14 jaren niet hebben bereikt, tot den arbeid te gebruiken. »

ART. 2.

Bovenstaand artikel is niet van toepassing op de kinderen beneden de 14 jaar, werkzaam in de nijverheidsinrichtingen vermeld in artikel 1 der wet van 13 December 1889, op het oogenblik van de afkondiging dezer wet.

ART. 3.

De woorden : « alsmede tot het bezigen, te beginnen van 4 uur 's morgens, van kinderen van het mannelijk geslacht die den leeftijd van 12 jaren hebben bereikt », voorkomende in het 4^{de} lid van artikel 6 der wet van 13 December 1889, worden afgeschaft.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking zes maanden na hare afkondiging in het *Staatsblad*.

LOUIS BERTRAND.

H. DENIS.

E. ANSERLE.

MODESTE TERWAGNE.

JEAN MALEMPRÉ.

D^r DELBASTÉE.